

A l'attention des candidats intéressés par la
présente consultation

Objet : Questions/réponses n°1

Référence : Consultation n°2165.AC.2897 – Marché public – Service d'envoi et d'archivage de lettres recommandées

Madame, Monsieur,

Nous vous informons qu'une ou plusieurs questions ont été posées dans le cadre de la consultation citée en référence.

En application du principe d'égalité de traitement des candidats, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-après le ou les réponses apportées par nos services ainsi que le rappel de la ou des questions posées.

Question

Au terme de l'article 21 du règlement de consultation, il est indiqué que « *si le candidat, dont l'offre a été classée en 1ère position par l'application des critères d'analyse mentionnés ci-après, présente une capacité économique et financière insuffisante, sa candidature sera déclarée irrecevable, et par conséquent, il sera éliminé de la procédure conformément à l'article R. 2144-7 du code de la commande publique. Est insuffisante, la capacité économique et financière du candidat qui ne respecte pas le niveau minimal suivant : un chiffre d'affaires annuel minimal de 66.825.000,00 € HT ...* ».

Pouvez-vous préciser à quelle année ou période de référence ce critère s'applique ?

Nous nous interrogeons sur la faisabilité de ce critère, car il semble que peu d'acteurs du marché soient en mesure de l'atteindre sur le périmètre strict du marché et s'il s'agit d'une seule année fiscale.

Envisagez-vous une éventuelle tolérance (par exemple par une moyenne sur plusieurs exercices) ? Si oui, pourriez-vous en préciser les modalités ?

Réponse

Le **chiffre d'affaires minimal annuel** exigé à l'article 21 du règlement de consultation a été modifié. Celui-ci a été fixé à **31.000.000,00 € HT**.

Eu égard à cette modification, la date limite de réception des plis a été repoussée au **5 mai 2025**.

Pour information, le chiffre d'affaires minimal annuel sera apprécié sur la base du chiffre d'affaires global moyen du candidat calculé sur la base de la moyenne des trois (3) derniers exercices disponibles.

Ce chiffre d'affaires annuel global n'est pas restreint aux seuls services faisant l'objet de l'accord-cadre n°AC.2024.1992. Il inclut l'ensemble des revenus générés par le candidat y compris ceux issus d'activités extérieures à l'objet de cet accord-cadre.

En cas de candidature en groupement ou avec sous-traitance, l'appréciation du chiffre d'affaires minimal sera effectuée de manière consolidée, en additionnant les chiffres d'affaires réalisés par l'ensemble des membres du groupement et/ou des sous-traitants.

Question

A la lecture des quantités mentionnées dans le DQE de la **Pièce Financière (PF)**, le volume de courriers à envoyer en lettres recommandées est estimé à un total de **7.801.374** courriers dont **156 074** envoi en LRAR liasses Lire R1 et **7.645.300** envoi en LRCI Premium avec AR.

Cependant, le montant total d'affranchissement correspondant à cette volumétrie dépasse le montant maximal de l'accord-cadre, à savoir, **44 550 000,00 € TTC**.

Pourriez-vous confirmer si les quantités indiquées dans le DQE sont exactes ou s'il s'agit d'une erreur ?

Réponse

Les quantités indiquées dans le DQE sont exactes.

Elles sont conformes à la volumétrie de **2.000.000 de plis par an** indiquée à l'article **2.5** des **Conditions Techniques Particulières** de l'accord-cadre n°AC.2024.1992.

Le montant maximal de l'accord-cadre n°AC.2024.1992 (**44.550.000,00 € TTC**) a été fixé notamment au regard de cette volumétrie.

Si le montant maximal de l'accord-cadre n°AC.2024.1992 s'avèrerait insuffisant au cours de son exécution, il sera fait application de la clause de réexamen stipulée à l'article **23.2** des **Conditions Générales**.

Cette clause permettra d'augmenter le montant maximal de l'accord-cadre afin de faire face à une évolution imprévisible des consommations.

Toutefois, le montant de l'augmentation sera limité à **20%** du montant maximal de l'accord-cadre n°AC.2024.1992.

Question

A la lecture des quantités mentionnées dans le DQE de la **Pièce Financière (PF)**, le volume de courriers à envoyer en lettres recommandées est estimé à un total de **7.801.374** courriers dont **156 074** envoi en LRAR liasses Lire R1 et **7.645.300** envoi en LRCI Premium avec AR.

En parallèle, il est indiqué à l'article **2.5** des **Conditions Techniques Particulières** que « *Le volume d'envois en recommandé annuel traité par la Branche Maladie y compris les régimes et mutuelles partenaires dans le cadre de l'accord-cadre national est estimé à 2.000.000 plis à partir de 2025* ».

Quelle volumétrie doit être prise en compte ? celle mentionnée dans le **DQE** ou celle mentionnée dans les **Conditions Techniques Particulières** ?

Réponse

La volumétrie de **7.801.374** courriers mentionnée au **DQE** est exprimée sur toute la durée de l'accord-cadre n°**AC.2024.1992**.

Soit, **quatre (4) ans**.

Cette volumétrie correspond à celle mentionnée à l'article **2.5** des **Conditions Techniques Particulières** de l'accord-cadre n°**AC.2024.1992**.

Pour rappel, la volumétrie de **2.000.000 de plis** mentionnée à l'article **2.5** des **Conditions Techniques Particulières** constitue une **volumétrie annuelle**.

Exprimée sur **quatre (4) ans**, cette volumétrie correspond à **8.000.000 de plis**.

Soit, un montant arrondi de la volumétrie mentionnée au **DQE**.

Question

Pouvez-vous confirmer le montant maximal de l'accord-cadre sur **4 ans** et détailler sa répartition « prestation – affranchissement » ?

En effet, selon les prix en vigueur 2025 pour l'affranchissement et nos calculs, vous dépassez déjà le montant maximal de l'accord-cadre (**44.550.000,00 € TTC**).

Et cela sans tenir compte de l'augmentation annuelle du timbre durant les 4 prochaines années à venir, c'est-à-dire qu'il ne reste aucun montant possible pour la prestation associée.

Réponse

Le montant de l'accord-cadre n°**AC.2024.1992** est bien de **44.550.000,00 € TTC** pour toute sa durée (**4 ans**).

Ce montant maximal est stipulé pour l'ensemble des dépenses prévues à l'accord-cadre y compris les frais d'affranchissement.

Eu égard à son caractère global, il est impossible de faire la distinction entre les dépenses dont les montants dépendront des prix du **Prestataire**, titulaire de l'accord-cadre, et des frais d'affranchissement appliqués par les services postaux.

Si le montant maximal de l'accord-cadre n°**AC.2024.1992** s'avèrerait insuffisant au cours de son exécution en raison notamment de l'augmentation des frais d'affranchissement, il sera fait application de la clause de réexamen stipulée à l'article **23.2** des **Conditions Générales**.

Cette clause permettra d'augmenter le montant maximal de l'accord-cadre afin de faire face à une évolution imprévisible des consommations.

Toutefois, le montant de l'augmentation sera limité à **20%** du montant maximal de l'accord-cadre n°AC.2024.1992.

Question

Dans le cadre des critères de sélection, l'article 58 de la Directive européenne 2014/24/UE dispose en substance que « *les pouvoirs adjudicateurs peuvent en particulier exiger que les opérateurs économiques réalisent un chiffre d'affaires annuel minimal donné ... Le chiffre d'affaires annuel minimal que les opérateurs économiques sont tenus de réaliser ne dépasse pas le double de la valeur estimée du marché, sauf dans des cas dûment justifiés* ».

A la lecture de cette disposition, le chiffre d'affaires minimal (**66 825 000,00 € HT**) exigé à l'article 21 du règlement de consultation induirait un marché estimé au minimum à **32.000.000,00 € HT**.

Pourtant cela ne semble pas le cas.

A ce titre, pouvez-vous indiquer comment le chiffre d'affaires minimal a été défini ?

Réponse

L'article 58 de la Directive européenne 2014/24/UE a été transposé en droit français aux articles R. 2142-6 et suivants du code de la commande publique.

L'article R. 2142-6 du code précité dispose en substance que l'acheteur peut notamment exiger que les opérateurs économiques réalisent un **chiffre d'affaires annuel minimal**, notamment dans le domaine concerné par l'accord-cadre.

Toutefois, le **chiffre d'affaires annuel minimal** exigé ne peut être supérieur à **deux fois** le montant maximal de l'accord-cadre, sauf justifications liées à son objet ou à ses conditions d'exécution (art. R. 2142-7 et R. 2142-9 du code précité).

En l'espèce, la **Cnam**, acheteur en charge de la consultation, avait décidé d'exiger de l'attributaire **pressenti**, candidat dont l'offre sera classée en **1^{ère} position** par l'application des critères d'analyse, qu'il présente un **chiffre d'affaires annuel minimal** de **66.825.000,00 € HT** afin de prévenir tout risque de dépendance économique.

Ce **chiffre d'affaires annuel minimal** correspondait à **1,8 fois** le montant maximal de l'accord-cadre.

Soit, un **chiffre d'affaires annuel minimal** inférieur à **2 fois** le montant maximal de l'accord-cadre.

A cet égard, le **chiffre d'affaires annuel minimal** exigé de l'**attributaire pressenti** était conforme aux dispositions des articles R. 2142-6 et suivants du code de la commande publique.

Afin de faciliter l'accès à la commande publique aux petits opérateurs économiques tout en prévenant tout risque de dépendance économique, il a été décidé de réduire le **chiffre d'affaires annuel minimal** exigé à l'article 21 du règlement de consultation.

En effet, celui-ci a été fixé à **31.000.000,00 € HT**.

Eu égard à cette modification, la date limite de réception des plis a été repoussée au **5 mai 2025**.

Question

Est-il possible d'intégrer dans le **BPU**, une notion de prix dégressif par palier pour les courriers recommandés électroniques (ex - de 10 000, entre 10 001 et 20 000) ?

Réponse

La faible quantité estimée de courriers recommandés électroniques ne justifie pas l'application d'un tarif dégressif.

A ce titre, il n'est pas possible d'intégrer dans le **BPU** une notion de prix dégressif par palier pour les courriers recommandés électroniques.

Toute modification du **BPU** en ce sens emportera irrégularité de l'offre du candidat.

Cordialement,

Fait à Paris, le 26/03/2025

Le Département des Achats

